

**CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE**  
**AU TITRE DE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE**

\_\_\_\_/ e soussigné, (Nom et Prénom ou désignation de l'Etablissement)

.....  
.....

Profession (ou représenté par) .....

.....  
.....

Domicile (ou adresse du siège social)

.....  
.....

Déclare me porter caution personnelle et solidaire pour

.....

pour le montant du cautionnement provisoire auquel est assujetti le dit

.....  
.....

En qualité de soumissionnaire dans le cadre de l'appel d'offres (adjudication ou concours) relatif à

.....

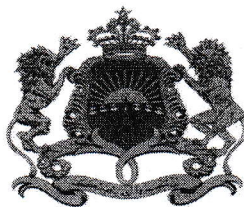
Ledit cautionnement s'élevant à la somme de

.....  
.....

Fait à ....., le...../  
(Signature)

**ROYAUME DU MAROC**  
**ADMINISTRATION**  
**DE LA DEFENSE NATIONALE**

**DIRECTION DES REALISATIONS**  
**ET DES AFFAIRES FINANCIERES**



**المملكة المغربية**  
**إدارة**  
**الدفاع الوطني**  
**مديرية الإنجازات**  
**والشؤون المالية**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**RELATIF A LA FOURNITURE DE LA VIANDE BOVINE CONGELEE**

**OBJET DE L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT SUR OFFRES DE PRIX**

**N° 02/ADN/ZS/2026**



## **Article 1. Objet du règlement de consultation**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre sur offre de prix n° 02/ADN/ZS/2026, ayant pour objet la fourniture de trois mille (3.000) tonnes de la viande bovine congelée, au profit des Unités des Forces Armées Royales de la Zone Sud.

## **Article 2. Répartition et méthodes d'attributions des lots**

Le présent appel d'offres est composé d'un lot unique relatif à la fourniture de la viande bovine congelée.

## **Article 3. Contenu du dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

1. un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
2. le modèle de l'acte d'engagement prévu à l'article 30 du décret précité n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023);
3. les modèles du bordereau de prix et de détail estimatif ;
4. le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
5. le présent règlement de consultation prévue à l'article 21 du décret précité n° 2-22 -431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) ;
6. le modèle de la caution bancaire.

## **Article 4. Modification du contenu du dossier d'appel d'offres**

Lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 22 du décret du 08 mars 2023, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des offres, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 50 du décret 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et ce dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification, sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

Les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

## **Article 5. Retrait du dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré par les concurrents dès la publication ou la réception de l'avis d'appel d'offres et jusqu'à la date de remise des offres :

- auprès des ambassades de leurs pays ;
- auprès du guichet des dossiers d'appel d'offres au niveau de l'Administration de la Défense Nationale sis à Méchouar, Rabat.

Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

## **Article 6. Demande et communication d'informations aux concurrents**

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la remise des plis, au bureau du maître d'ouvrage au niveau de l'Administration de la Défense Nationale sis à Méchouar, Rabat Tel (212-537) 76 28 73 Fax (212-537) 26 45 48.

Le maître d'ouvrage doit répondre aux demandes d'éclaircissements ou renseignements dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande. Ce délai est ramené à trois (3) jours si la demande intervient entre le 10<sup>ème</sup> et le 7<sup>ème</sup> jour précédant la date prévue pour la réception des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent, à sa demande, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres.

## **Article 7. Conditions requises des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 53 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023, relatif aux marchés publics :

1. Peuvent valablement participer au présent appel d'offres et être attributaire du marché, les personnes physiques ou morales qui :





- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
  - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
  - Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :
- Les personnes physiques ou morales qui sont en liquidation judiciaire ;
  - Les personnes physiques ou morales qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
  - Les personnes physiques ou morales ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 62 du décret n° 2-22-431 précité ;
  - Les personnes physiques ou morales qui représentent plus d'un concurrent dans le présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 150 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le groupement désignera un mandataire représentant les membres dudit groupement lors de la procédure de passation du marché, le cas échéant, et vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la phase d'exécution des travaux.

**En plus des conditions citées supra, sous peine d'écartement du soumissionnaire, les présentes conditions sont exigées uniquement pour les Sociétés étrangères :**

- l'activité principale de la société doit être la production de viandes ;

- les abattoirs qui assureront la production de la viande congelée doivent être implantés dans le pays d'origine de la société titulaire du marché.

#### **Article 8. Liste des pièces justifiant les capacités et qualités des concurrents**

Chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

Chaque dossier doit être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

##### 1. Le dossier administratif

Pour tout concurrent :

Le dossier administratif doit comprendre au moment de la présentation de son offre :

1. Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 29 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics ;

2. En cas de groupement, une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, et ce conformément à l'article 150 du décret n° 2-22-431 précité ;

3. Lorsque le concurrent est un établissement public, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;

4. L'original du récépissé de la caution provisoire ou l'attestation de la caution personnel et solidaire le cas échéant.

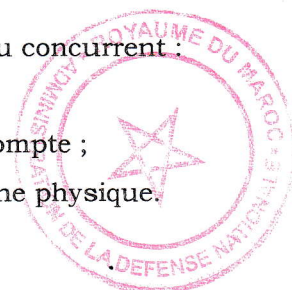
5. Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société et précisant les actionnaires et les activités du soumissionnaire ;

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent :

Cas de la personne physique :

- aucune pièce n'est exigée pour la personne physique agissant pour son propre compte ;
- une copie conforme de la procuration légalisée pour le représentant de la personne physique.





### Cas de la personne morale :

- la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent ;
- un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société ;

• l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de règlement, qu'il a constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22- 431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 27 juillet 1972 relatif au régime de sécurité social assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance social auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

Pour les concurrents non installés au Maroc, l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation, délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

### 2. Le dossier technique :

Le dossier technique doit comprendre :

a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;

b. La liste des abattoirs de production et leurs adresses.

c. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

**En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement y compris le mandataire doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage.**

### **Article 9. Offre variante**

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, la présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

### **Article 10. Offre financière**

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

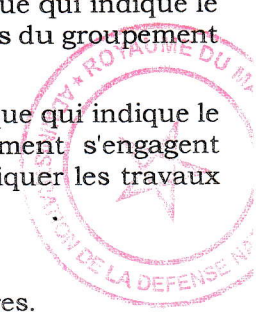
- L'acte d'engagement dûment rempli et signé établi en un seul exemplaire ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif dûment rempli et signé.

En cas de groupement conjoint, le groupement doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et précise-la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

En cas de groupement solidaire, le groupement doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, étant précisé que cet acte d'engagement peut, le cas échéant, indiquer les travaux que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif doivent être libellés en chiffres.





Les montants totaux du bordereau des prix détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

## **Article 11. Présentation des dossiers des offres des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n°2-22-431 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la réception des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offre lors de la séance non publique d'ouverture des plis »

Ce pli contient deux enveloppes distinctes comprenant :

- La première enveloppe : contient outre le CPS paraphé et signé et le présent règlement de consultation ; les pièces des dossiers administratif et technique. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente outre les indications portées sur le pli la mention « dossier Administratif et Technique ».
- La deuxième enveloppe : contient l'offre financière. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Offre financière ».

Les enveloppes ci-dessus visées indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- la date et l'heure de la séance de réception des plis.

## **Article 12. Dépôt des plis des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 34 du décret n° 2-22-431 précité , les plis sont au choix des concurrents, soit :

- déposés contre récépissé dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la réception des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement à la date et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à le décret précité.

## **Article 13. Retrait des plis**

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la réception des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions.

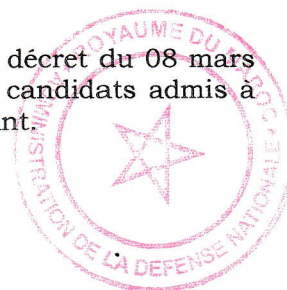
## **Article 14. Ouverture et examen des offres et appréciation des capacités des soumissionnaires**

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 40, 41, 42 et 43 du décret no 2.22.431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

## **Article 15. Examen des offres financières**

Conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 du décret n° 2.22.431 du décret du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques, et additifs, le cas échéant.

Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière est la mieux-disante.



## **A- Évaluation des offres.**

L'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques et pièces complémentaires.

Conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 du décret précité :

La commission écarte les concurrents, dont les offres financières :

- Ne sont pas conformes à l'objet du marché ;
- Ne sont pas signées ;
- Sont signées par une personne non habilitée à les engager au regard de la ou des pièces justifiant les pouvoirs conférés ;
- Expriment des restrictions ou des réserves ;
- Présentent des différences dans les libellés des prix, l'unité de compte ou les quantités par rapport aux données prévues dans le descriptif technique, dans le bordereau des prix et le détail estimatif ;

La commission vérifie les résultats des opérations arithmétiques des offres financières des concurrents retenus. Elle rectifie le cas échéant, les erreurs de calcul et rétablit les montants exacts des offres concernées.

Cette formalité accomplie, la commission écarte, selon les modalités dans les conditions prévues à l'article 44 du décret précité, les offres financières jugées excessives et les offres financières jugées anormalement basses par rapport au montant de l'estimation des coûts des prestations.

### **1-Offre excessive :**

L'offre est jugée excessive lorsqu'elle est supérieure de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations.

### **2-Offre anormalement basse :**

L'offre est jugée anormalement basse lorsqu'elle est inférieure de plus de vingt-cinq pour cent (25%) par rapport à l'estimation du coût des prestations.

La commission détermine, ensuite, le prix de référence des offres financières des concurrents conformément aux dispositions de l'article 44 du décret susmentionné.





## **B- Détermination du prix de référence :**

Après avoir écarté les offres jugées excessives et anormalement basses, la commission détermine le prix de référence des offres. Celui-ci est égal à la moyenne arithmétique résultant de l'estimation du coût des prestations et de la moyenne des offres financières des concurrents retenus. Ce prix de référence est calculé selon la formule suivante :

$$P = \frac{(E + \frac{\text{somme des offres financières}}{\text{nombre des offres financières}})}{2}$$

Où :

P : Prix de référence

E : Estimation du coût des prestations.

La commission procède ensuite, au classement des offres des concurrents conformément aux dispositions de l'article 43 du décret précité au regard du prix de référence ainsi déterminé.

L'offre la mieux-disante, à proposer, est celle qui est la plus proche du prix de référence par défaut.

En cas d'absence d'offres inférieures au prix de référence, l'offre la mieux-disante est celle qui est la plus proche par excès de ce prix.

Dans le cas où plusieurs offres jugées économiquement les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes, tous éléments considérés, la commission procède à un tirage au sort pour départager les concurrents concernés.

Toutefois :

Lorsque l'un des concurrents concernés est une coopérative, une union de coopératives ou un auto-entrepreneur, une préférence est accordée à l'offre présentée par celui-ci ;

Lorsque deux ou plusieurs concurrents concernés sont une coopérative, une union de coopérative ou un auto-entrepreneur, une préférence est accordée aux offres présentées par ceux-ci. Dans ce cas la commission procède à un tirage au sort pour les départager.

## **C-Détermination des prix unitaires principaux excessifs ou anormalement bas :**

Les prix unitaires figurant sur le bordereau des prix-détail estimatif sont considérés comme des prix principaux.

La commission vérifie ensuite, si l'offre économiquement la plus avantageuse ne comporte pas un ou des prix unitaires principaux excessifs ou anormalement bas, et ce dans les conditions prévues à l'article 44 du décret.

La commission invite le concurrent ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse à :

- Confirmer les rectifications des erreurs matérielles relevées, le cas échéant ;
- Produire les échantillons exigés ;
- Justifier le ou les prix unitaires principaux jugés excessifs ou anormalement bas.

Ensuite, la commission examine les justifications des prix unitaires principaux excessifs ou anormalement bas produites par le concurrent selon les modalités prévues à l'article 44 du décret précité. Sur la base des arguments fournies, elle a la latitude soit de retenir son offre si les justifications sont convaincantes, soit de l'écarter dans le cas contraire et de procéder à l'étude de l'offre suivante jusqu'à l'aboutissement de la procédure ou la déclaration de l'appel d'offres infructueux.





## **Article 16. Délai de validité des offres**

Il sera fait application des dispositions des articles 36 et 143 du décret 2.22.431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date limite de la réception des plis.

Si pendant ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage peut saisir les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication écrit pouvant donner date certaine, et leur proposer une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication écrit pouvant donner date certaine, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

## **Article 17. Monnaie de formulation des offres**

L'offre des concurrents marocains, doit être exprimée en dirhams. Conformément aux dispositions de l'article 21 paragraphe 1 du décret n°2.22.431 précité, la devise est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents non installés au Maroc.

L'offre des concurrents étrangers, doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour la réception des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

## **Article 18. Langue d'établissement des pièces des offres**

Les pièces des offres ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage présentées par les concurrents doivent être établies en langue française.

## **Article 19. Domicile du concurrent**

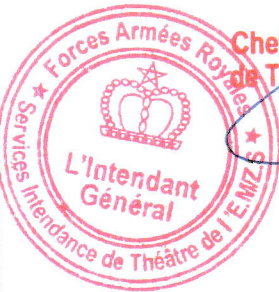
Le concurrent fera connaître l'adresse exacte de son siège social.

## **Article 20. Calendrier de l'appel d'offres**

Les concurrents doivent faire parvenir leurs dossiers administratif et technique, appuyés des offres financières sous plis fermés, à l'Administration de la Défense Nationale, Direction des Réalisations et des Affaires financières avant le 13 juin / ..... / 2026 à 12 heures.



Fait à Rabat, le \_\_\_\_\_

Signature du concurrent	Le maître d'ouvrage
lu et accepté (à répéter à la main) :	<p data-bbox="1029 465 1452 616"><b>L'Intendant Général de Brigade Chafik ZNAKI</b> Chef des Services de L'Intendance de Théâtre de l'Etat Major/Zone Sud</p>  <p data-bbox="1109 750 1436 817"><b>Signé: CH. ZNAKI</b></p>